

# Les Echos

---

TRIBUNE

## Opinion | Européennes : bâtir la France par l'Europe

*En France, certains candidats pour les élections européennes critiquent une Europe parfois déconnectée des pays membres. Pour Fabrice Demarigny et Jean-Marc Lieberherr Monnet, les eurodéputés qui se limitent à une opposition protestataire ne serviront pas les véritables intérêts des Français.*

*Publié le 17 avril 2024*



*«La France et l'Europe ont les mêmes intérêts face aux grands défis qui nous attendent.»  
(Shutterstock)*

[Les 8 et 9 juin prochains](#) les Françaises et les Français choisiront leurs eurodéputés. Certains responsables de partis, prétendant être les seuls porte-voix des intérêts nationaux, fustigent une Europe qui réglerait à outrance et poursuivrait des priorités incompatibles avec les réalités du pays.

Souvent par calcul politique national, leur intention est d'incarner un vote protestataire en opposant l'intérêt national et l'agenda européen - comme le faisaient en 1950 les adversaires de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui, selon les mots de Jean Monnet « décrivaient une France en proie à mille périls imaginaires pour mieux voler à son secours ».

Cette posture a peu de chance de servir les intérêts de la France pendant cinq ans. Elle occulte tout d'abord le fait que la France et l'Europe ont les mêmes intérêts face aux grands défis qui

nous attendent. Qui peut encore penser que notre pays peut affronter seul les risques géopolitiques, climatiques, migratoires et économiques auxquels nous devons faire face ?

## **Marché unique**

Elle ignore également que la participation au débat politique européen est indispensable à la construction, de concert, [d'un marché unique](#) qui profite à tous. Qui peut imaginer que des eurodéputés français en opposition systématique seront à même de convaincre les élus de nos 26 partenaires européens de créer un cadre commun prenant réellement en considération les intérêts de la France ?

Nos intérêts nationaux seront mieux servis par des élus qui reconnaissent ces réalités et comprennent les opportunités qu'offre l'Europe pour notre économie. À l'heure où les 27 Etats membres entament une triple transition vers des économies plus durables, structurées par [l'intelligence artificielle](#) et plus souveraines [en matière de défense](#), d'énergie, de santé et de chaînes de valeur, le marché unique ainsi redessiné ouvre à la France des opportunités qui sont trop peu évoquées dans la campagne.

En effet, le tissu industriel et de services français est le moteur de la deuxième puissance économique, du premier hub de start-up et de la première place financière de l'UE. Son positionnement concurrentiel et sa capacité d'innovation dans les secteurs d'avenir du marché unique sont des atouts majeurs. Le moment n'est donc pas au repli sur soi, mais bien à l'ambition, pour que l'Europe soit pour notre pays la première source de croissance et d'emplois de la prochaine décennie.

## **Deux enjeux à venir**

Les eurodéputés français devront donc être compétents, exigeants, et veiller à ce que le cadre communautaire réglementant ces trois transitions ne pénalise pas la dynamique compétitive des entreprises françaises et permette leur déploiement. Ils devront s'assurer que les moyens financiers de cette croissance sont réunis par [la création d'une Union des marchés de capitaux](#) nourrissant en fonds propres les ambitions des entreprises françaises et européennes, fers de lance de l'autonomie stratégique de l'Europe.

Le premier enjeu du scrutin sera d'élire une Commission qui proposera le cadre nécessaire à [la compétitivité des entreprises européennes](#), dangereusement désavantagées par rapport à leurs concurrentes américaines et chinoises. Le second défi sera de s'assurer que les parlementaires français sont à même de comprendre, expliquer, convaincre puis négocier des compromis efficaces avec leurs collègues issus des autres Etats membres - souvent bien informés et très organisés.

La tâche qui attend les eurodéputés français élus en juin est immense. Les candidats qui se limitent à une opposition protestataire ne serviront pas les véritables intérêts des Français. Alors que 74 % de nos concitoyens sont favorables au projet européen, nous formulons le souhait que, dans leur intérêt et celui de la France, ils suivent par leur vote la fine intuition de Jacques Delors en envoyant à Strasbourg pour les représenter des bâtisseurs de « la France par l'Europe ».

***Fabrice Demarigny est avocat.***

***Jean-Marc Lieberherr Monnet est le président de l'Institut Jean Monnet.***